



CGLU
Commission

Inclusion Sociale, de
Démocratie Participative
et des Droits Humains

Rapport Annuel 2025



"Strengthening Local Public Services for Just and Caring Cities"



Join our global movement!



25N25

**LOCAL AND TERRITORIAL
VOICES OF POWER:
WOMEN'S LEADERSHIP
TO END VIOLENCE
AGAINST WOMEN**

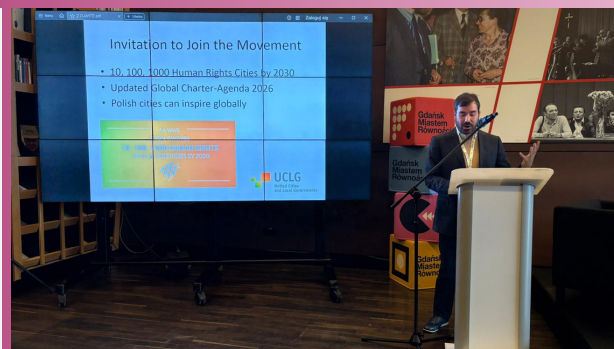
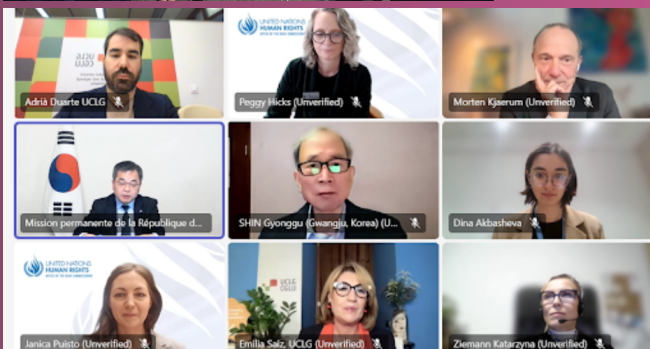


#ACTtoEndViolence



EXPERT GROUP MEETING - HUMAN RIGHTS CITIES FOR ALL - LGBTQ+ INCLUSIVE CITIES

Event





2025 Introduction : 2025 en résumé

En 2025, la Commission sur l'Inclusion Sociale, la Démocratie Participative et les Droits Humains de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU-CISDPDH) a poursuivi la consolidation de son rôle en tant que **plateforme mondiale visant à promouvoir une gouvernance locale fondée sur les droits humains**. Dans un contexte marqué par des pressions démocratiques, des inégalités croissantes et des changements technologiques et géopolitiques rapides, la Commission **a renforcé le mouvement mondial des villes et territoires des droits humains** et a réaffirmé le rôle essentiel des gouvernements locaux et régionaux (GLR) en tant qu'acteurs clés de la dignité, de l'égalité et de la paix.

L'année a été marquée par un **renforcement de la coopération avec le Bureau du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) pour l'élaboration d'un Cadre d'orientation pour la création d'une Ville des droits humains** ; par la poursuite du travail de mise à jour de la Charte-Agenda mondiale des droits humains dans la ville de CGLU; et par la mobilisation continue de la campagne mondiale « 10, 100, 1 000 villes et territoires des droits humains pour 2030 », avec le lancement de notre plateforme en ligne regroupant les initiatives des plus de 100 membres, et aboutissant au lancement de la quatrième vague de la campagne.

Tout au long de l'année, la **Commission a fait progresser des agendas prioritaires qui reflètent les principes fondamentaux des droits humains et les défis mondiaux actuels** : mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles par des approches fondées sur les soins et le leadership des femmes ; lutter contre le racisme et les discriminations ; adopter des approches fondées sur les droits dans la numérisation et l'intelligence artificielle ; proposer des réponses inclusives à la migration ; promouvoir le droit à un logement adéquat comme point d'entrée vers la justice sociale ; et renforcer la justice territoriale et la consolidation de la paix, notamment le rôle des territoires périphériques.

2025 en bref

- Consolidation de la coopération avec le HCDH pour co-développer un Cadre d'orientation pour la création d'une Ville des droits humains, répondant à la demande d'outils pratiques de la part de nos membres.
- Avancement de la mise à jour de la Charte-Agenda mondiale de CGLU pour les droits humains en ville, en collaboration avec le Conseil de pilotage.
- Renforcement de la campagne mondiale « 10, 100, 1 000 villes et territoires des droits humains pour 2030 », avec le lancement de notre plateforme en ligne et la quatrième vague d'adhésions, sous le thème « Renforcer les services publics locaux pour des villes justes et solidaires ».
- Promotion des agendas de soins et de l'égalité de genre pour mettre fin aux violences contre les femmes et les filles, incluant un dialogue mondial le 25 novembre et l'élargissement des ressources pédagogiques.
- Approche fondée sur les droits dans la numérisation, notamment une réflexion sur l'intelligence artificielle et la démocratie locale pour une gouvernance inclusive.
- Renforcement de l'action mondiale pour la justice sociale, en faisant du logement un point d'entrée majeur vers les droits et l'approche des soins dans le dialogue politique mondial.



Renforcer le mouvement mondial des villes des droits humains

La campagne mondiale de la Commission « 10, 100, 1 000 villes et territoires des droits humains pour 2030 » a continué de servir de cadre unificateur pour mobiliser les gouvernements locaux et régionaux (GLR) ainsi que leurs associations autour de politiques publiques locales fondées sur les droits humains. En 2025, les membres de la campagne ont contribué davantage à la Coalition Sociale Locale de CGLU, renforçant le rôle de l'action locale dans la construction d'un nouveau contrat social fondé sur la proximité, l'inclusion et les droits humains.



Gouvernements locaux pour les droits humains : Élaboration d'un guide pratique avec le HCDH

En réponse à la demande des membres de disposer d'outils pratiques et partagés pour accélérer la réalisation des droits humains, la Commission a facilité un processus consultatif avec le HCDH afin d'élaborer un Cadre d'orientation pour la création d'une Ville des droits humains. Le processus visait à traduire les principes des droits humains en piliers opérationnels pour la gouvernance locale, tout en renforçant la coopération entre le HCDH, CGLU et les gouvernements locaux et régionaux.

Le **Cadre d'orientation** a été présenté le 22 juillet au HCDH à Genève, lors d'un dialogue de haut niveau qui a réuni plus de 50 représentants de gouvernements locaux et régionaux, d'organisations de la société civile et du monde académique. Cet échange a constitué une étape importante pour faire progresser le multilatéralisme inclusif, en renforçant le rôle central des acteurs locaux dans la garantie de la dignité et des droits pour toutes et tous.

Dans le cadre de ce dialogue de haut niveau, **notre Commission a également organisé une rencontre avec des partenaires clés, des universitaires et des institutions œuvrant pour les droits humains au niveau local**, notamment le HCDH, le Raoul Wallenberg Institute of Human Rights and Humanitarian Law (RWI), le Secrétariat du World Human Rights Cities Forum (WHRCF), Inisiatif Suara Nusantara, et des représentants du projet RIGHTSCITIES, entre autres.

Cette rencontre avait pour objectif de consolider un **réseau structuré et ouvert d'organisations soutenant les villes et les initiatives de recherche pour faire progresser les droits humains au niveau local**. Notre Commission assurera le rôle de Secrétariat technique de cette coalition, afin de cartographier les outils et documents existants, d'identifier les lacunes et d'éviter les doublons ou les travaux cloisonnés, notamment dans le déploiement du Cadre d'orientation.



Apprentissage par les pairs et soutien à la mise en œuvre

L'apprentissage par les pairs et l'accompagnement à la mise en œuvre sont restés au cœur du travail de la Commission en 2025. Ils se sont appuyés sur une série de rencontres concrètes permettant aux membres de traduire les principes des droits humains dans la gouvernance locale quotidienne et la prestation de services. Cette démarche a commencé avec le processus de consultation du HCDH le 4 février 2025, qui a créé un espace partagé pour les gouvernements locaux et régionaux et leurs partenaires afin d'identifier des piliers pratiques pour une approche de ville des droits humains et d'intégrer les réalités de mise en œuvre dans le Cadre d'orientation en

cours d'élaboration. Elle s'est poursuivie lors du Séminaire de CGLU (17–21 février 2025), où les échanges ont mis en lumière l'inclusion des jeunes et le rôle de la gouvernance de proximité comme socles des villes et territoires des droits humains, et où les membres ont partagé des enseignements opérationnels sur la manière de maintenir la participation et la non-discrimination dans la prise de décision locale.

La Commission a également renforcé l'apprentissage par les pairs à travers des espaces de connaissance dédiés le 12 mars 2025, reliant l'action locale fondée sur les droits humains à l'accélération de la localisation des ODD, et en soutenant des échanges supplémentaires axés sur la mise en œuvre des villes des droits humains le 20 mars 2025. L'apprentissage régional et mondial a été consolidé grâce à la participation au World Human Rights Cities Forum à Gwangju (16–18 mai 2025), qui a offert un cadre de haut niveau mais ancré dans la pratique pour discuter de la résilience démocratique et de la localisation des droits humains, ainsi que par la convocation de la Commission lors de la Conférence de l'OIDP à Córdoba le 22 mai 2025, qui a constitué un moment concret d'apprentissage par les pairs sur la manière dont la participation et la démocratie locale peuvent servir de points d'entrée pour « construire des villes des droits humains » grâce à une gouvernance inclusive et des politiques publiques fondées sur les droits.

Vers la fin de l'année, la Commission a également contribué à poursuivre les échanges avec des partenaires sur la localisation des droits humains et le multilatéralisme inclusif le 26 novembre 2025, et a consolidé les apprentissages lors de la conférence de Gdańsk sur la pratique locale des droits humains (1–2 décembre 2025) — un espace destiné à partager des approches pratiques, des cadres institutionnels et des trajectoires basées sur les services pour intégrer les droits, l'égalité et la responsabilité au niveau local.



Jalons et réalisations clés en 2025

- 4 février : Animation d'un processus de consultation du HCDH pour faire avancer un Cadre d'orientation pour la création d'une ville des droits humains.
- 17–21 février : Lors du Séminaire de CGLU 2025, promotion de l'inclusion des jeunes comme la base des villes et territoires des droits humains et mise en avant de la contribution des membres de la campagne à la Coalition Sociale Locale.
- 12 mars : Contribution à des espaces d'apprentissage sur l'accélération de la localisation des ODD avec les droits humains au cœur, incluant le travail de la campagne et des actions concertées pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes.
- 20 mars : Soutien aux échanges sur la mise en œuvre des villes des droits humains, notamment via la coopération avec des partenaires universitaires et des Nations unies pour accompagner les villes membres.
- 16–18 mai : Participation au World Human Rights Cities Forum (Gwangju) pour réfléchir à la résilience démocratique et à la localisation des droits humains.
- 22 mai : Convocation des gouvernements locaux et régionaux à la Conférence de l'OIDP Córdoba 2025 pour partager des trajectoires permettant de « construire des villes des droits humains » à travers la démocratie et la participation.

- 1er juillet, 22 juillet et 28 juillet : Coordination des contributions et apports auprès du HCDH afin de mettre en lumière les bonnes pratiques des gouvernements locaux et des messages de plaidoyer sur les droits humains, les services publics, la démocratie locale et la gouvernance inclusive.
- 26 novembre : Contribution aux dialogues avec le HCDH et les partenaires de CGLU pour renforcer la localisation des droits humains et le rôle des GLR dans le multilatéralisme inclusif.
- 1–2 décembre : Participation à la conférence de Gdańsk sur les pratiques locales en matière de droits humains, soutenant la consolidation du travail local sur les droits humains en Pologne et au-delà.
- 10 décembre (Journée des droits humains) : Lancement de la 4^e vague de la campagne mondiale « 10, 100, 1 000 villes et territoires des droits humains pour 2030 ».



Le processus de mise à jour de la Charte-Agenda mondiale de CGLU pour les droits humains dans la ville

En 2025, la Commission a poursuivi le processus de la mise à jour de la Charte-Agenda mondiale de CGLU pour les droits humains dans la ville, en collaboration avec le Comité de pilotage. Ce processus vise à élargir la Charte-Agenda afin de l'adapter aux défis contemporains et à une nouvelle génération de droits, renforçant ainsi sa pertinence en tant que référence pratique pour les gouvernements locaux et régionaux.

L'année écoulée a été déterminante pour recueillir les retours d'acteurs et d'alliés clés, tels que les experts du Secrétariat mondial de CGLU, les partenaires de la Coalition Sociale Locale, ainsi que le HCDH.



Les moments clés de 2025 ont été :

- 3 et 29 avril : Animation de moments de coordination pour faire avancer le processus de mise à jour et écriture de la Charte, avec le Comité de pilotage.
- 6 octobre : Présentation aux partenaires intervenant dans des contextes complexes des principaux outils et processus de la Commission (campagne mondiale, mise à jour de la Charte-Agenda, Cadre d'orientation), afin de renforcer la solidarité, les droits humains et la consolidation de la paix.



Le lancement de la 4^e vague de la campagne mondiale « 10, 100, 1 000 villes et territoires des droits humains pour 2030 »

Le 10 décembre, à l'occasion de la Journée internationale des droits humains, notre Commission a lancé la quatrième vague de sa campagne mondiale sous le slogan : « Renforcer les services publics locaux pour des villes justes et solidaires ».

L'orientation de cette année invite les gouvernements locaux et régionaux à réfléchir à la manière dont les droits humains peuvent être renforcés en consolidant des services publics locaux inclusifs, solidaires et fondés sur les droits, tout en favorisant une solidarité internationale plus forte. Cette initiative s'inscrit également dans la contribution de la Commission à la Coalition Sociale Locale de CGLU et dans le parcours collectif vers le Congrès mondial de CGLU à Tanger (juin 2026), sous le thème « Nouvelle génération de services publics locaux universels ».

Le Secrétariat technique de la Commission a réuni des représentants de ses coprésidences et des villes pionnières ayant lancé la campagne mondiale afin de lancer une campagne de communication multicanale et multilingue visant à promouvoir l'appel à l'action.



Lancement de la plateforme en ligne de la campagne mondiale

La Commission a créé une **plateforme en ligne** où toute personne intéressée peut découvrir les expériences de plus de 100 villes et territoires pionniers dans le domaine des droits humains. Le lancement officiel a eu lieu le 1er octobre 2025, lors d'une rencontre réunissant plus de 20 représentants de gouvernements locaux et régionaux leaders dans ce domaine.

À travers cette plateforme, la Commission souhaite offrir inspiration, connaissances et outils afin d'encourager davantage de gouvernements à rejoindre le mouvement mondial.



Thématiques clés développées en 2025



Soins, égalité de genre et lutte contre la violence envers les femmes et les filles

La Commission a promu une approche fondée sur les droits et centrée sur le soin pour prévenir et éradiquer la violence à l'égard des femmes et des filles. Cela a notamment impliqué le renforcement d'alliances avec des partenaires spécialisés, le soutien au leadership des femmes et l'élargissement de l'accès aux ressources d'apprentissage pour les gouvernements locaux et régionaux.

L'année a été marquée par notre soutien à CGLU dans la promotion de l'initiative WYDE Women's Leadership, portée par ONU Femmes et financée par l'Union européenne, afin de faire progresser la participation politique des femmes, l'égalité de genre et le dialogue intergénérationnel.



Les principaux jalons et réalisations ont été :

- 31 janvier et 11 février : Soutien aux exercices de prospective de CGLU, organisés dans le cadre de l'initiative « WYDE Women's Leadership ».
- 9 avril : Webinaire sur l'autonomisation de la participation citoyenne pour construire des villes inclusives et solidaires, renforçant la participation comme condition d'activation des droits, du soin et de l'égalité, en collaboration avec l'Observatoire international de la démocratie participative (OIDP).
- 25 juin : Échange avec l'Observatoire de la violence à l'égard des femmes de notre coprésidence du Département de la Seine-Saint-Denis afin d'explorer de nouvelles pistes pour animer le réseau international de femmes leaders et renforcer la collaboration.
- 10 septembre – 25 novembre : Campagne de communication visant à diffuser les ressources d'apprentissage sur les Territoires protecteurs (fiches thématiques et MOOC), en appui aux politiques et services publics locaux, en collaboration avec notre coprésidence du Département de la Seine-Saint-Denis.
- 23–24 septembre : Appui à l'organisation de la conférence internationale Re-shaping Power for Equality: Women's Political Leadership and the Future of Democracy, portée par CGLU et l'Association suédoise des autorités locales et régionales (SALAR). Promotion de la participation de notre coprésidence de Seine-Saint-Denis, représentée par Pascale Labbé, Vice-présidente du Département de la Seine-Saint-Denis en charge de l'égalité de genre et de l'Observatoire des violences envers des femmes (OVF).
- 26 novembre (25N) : Dialogue mondial « Voix locales et territoriales du pouvoir : le leadership féminin contre les violences faites aux femmes », en collaboration avec notre coprésidence du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis et organisé dans le cadre de l'initiative « Women's Leadership », portée par ONU Femmes et financée par l'Union européenne.



Antiracisme, non-discrimination et égalité

La Commission a poursuivi l'avancement de l'agenda antiraciste comme pilier transversal d'une gouvernance locale fondée sur les droits humains, soulignant le rôle des gouvernements locaux dans la lutte contre les discriminations à travers des politiques fondées sur l'égalité, l'inclusion et la responsabilité.



Parmi les moments clés figurent :

- 21 mars : À l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, mise en lumière du rôle des gouvernements locaux dans la promotion de l'égalité via des cadres fondés sur les droits humains.
- Tout au long de l'année : Mise en valeur des initiatives des membres et des outils fondés sur les données qui renforcent l'action locale contre la discrimination et le racisme, contribuant à l'apprentissage entre pairs et à la responsabilisation, notamment à travers le Rapport 2024 de l'Observatoire de la discrimination de Barcelone.



Approche des droits humains pour la numérisation : IA et démocratie locale

Conformément aux besoins exprimés par les membres, la Commission a encouragé une réflexion sur l'intelligence artificielle et la démocratie locale afin de s'assurer que la transformation numérique renforce, plutôt qu'elle ne fragilise, l'inclusion, la participation et les droits humains. La Commission a plaidé en faveur d'approches réglementaires fondées sur les droits et inclusives, capables d'orienter l'action locale et de préserver la gouvernance démocratique.



Moments clés:

- 21 mars : Webinaire « Intelligence artificielle et démocratie locale : pour un avenir numérique inclusif et fondé sur les droits »



Migration et gouvernance locale inclusive

La Commission a mobilisé des partenaires et des espaces de connaissance pour faire progresser des approches inclusives de la gouvernance des migrations, en renforçant le rôle des gouvernements locaux et régionaux dans la protection des droits, la promotion de la cohésion sociale et l'accès aux services.



Moments clés:

- 17–18 septembre : Participation au Séminaire international sur la migration en Méditerranée.



Logement et justice sociale

La Commission a pris part aux débats mondiaux mettant en évidence que le logement adéquat dépasse la notion d'abri et constitue un levier stratégique pour répondre à de nombreux défis sociaux, notamment la lutte contre la pauvreté, l'accessibilité, la sécurité et le soin. Cette approche a contribué à renforcer le droit à la ville ainsi que le rôle des gouvernements locaux et régionaux dans l'élaboration d'un nouveau contrat social fondé sur les droits humains.



Moments clés:

- 4–6 novembre : Contribution à la délégation de CGLU lors du Deuxième Sommet mondial pour le développement social (Doha), en soulignant le logement comme pierre angulaire du développement social.



Justice territoriale, consolidation de la paix et rôle des territoires périphériques

En 2025, la Commission a accompagné la réactivation du Forum des Autorités Locales Périphériques (FALP) et a soutenu des échanges sur la justice territoriale, la répartition des ressources, le droit à la ville et la gouvernance inclusive, en reliant la voix des territoires périphériques aux processus politiques mondiaux.



Moments clés:

- 14 avril : Réunion préparatoire soutenant le processus de réactivation du Forum des Autorités Locales Périphériques (FALP).
- 2 mai : Participation à la réunion hybride du FALP dans le cadre du 5^e Forum des Villes et Territoires de Paix (Montevideo), mettant en avant la justice territoriale et la gouvernance inclusive.



Autres engagements thématiques

Tout au long de 2025, la Commission a également contribué à d'autres espaces thématiques en lien avec son mandat, notamment :

- 15 mai : Participation au dialogue lié à l'Urban20 sur la promotion de l'inclusion sociale et de l'équité via les services publics et les approches fondées sur le soin (#Listen2Cities).
- 16 octobre : Participation à la réunion d'experts de ONU-Habitat sur les villes inclusives pour les personnes LGBTIQ+.
- 6–7 novembre : Participation à la rencontre internationale « Les Elegides » (avec le Fons Mallorquí).

- 12 décembre : Participation au webinaire « Derechos Humanos a Escala Local », organisé par la municipalité de San Antonio et ses partenaires.
- 14 novembre : Présentation des principales réalisations de la Commission au Réseau national suédois des spécialistes des droits humains, incluant la plateforme de la campagne mondiale, la mise à jour de la Charte-Agenda et le Cadre d'orientation avec le HCDH.



Gouvernance, partenariats et représentation

La Commission a poursuivi l'articulation de la voix commune de CGLU sur l'inclusion sociale, la démocratie participative et les droits humains, grâce à des partenariats stratégiques, à la participation à des forums internationaux et à la facilitation de l'apprentissage entre pairs entre gouvernements locaux et régionaux.



Leadership et coordination

En 2025, Adrià Duarte a assumé le rôle de coordinateur de la Commission, soutenant la mise en œuvre du plan de travail, l'engagement des membres et la valorisation des voix des gouvernements locaux et régionaux dans les processus politiques mondiaux.



Partenariats stratégiques

Les partenariats sont demeurés au cœur de l'impact de la Commission. La collaboration avec des entités des Nations unies, des partenaires de recherche et de formation, ainsi que des réseaux de gouvernements locaux et régionaux a soutenu la co-crédation d'outils pratiques, élargi l'apprentissage entre pairs et renforcé le plaidoyer en faveur de la dignité et des droits pour toutes et tous.



Communication : amplifier la voix des gouvernements locaux et régionaux

La communication a soutenu la mission de la Commission, qui est de servir de lieu de rencontre et de plateforme mondiale pour les gouvernements locaux et régionaux afin de débattre, partager et promouvoir des initiatives collectives. En 2025, les actions de communication visaient à augmenter la participation aux processus clés, à donner une visibilité internationale aux initiatives des membres et à renforcer le plaidoyer sur les priorités thématiques de la Commission, tout en consolidant des partenariats stratégiques et transformateurs par une amplification réciproque.



Approche : multilingue, multicanale et fondée sur les partenariats

Les activités de communication ont été mises en œuvre sur le site web de la Commission, les réseaux sociaux (X, LinkedIn et Instagram) et les newsletters, et ont été produites dans les langues de travail de la Commission (anglais, espagnol et français) afin de garantir l'accessibilité et une portée mondiale. La diffusion a été renforcée via les canaux des partenaires pour élargir l'audience, valoriser les pratiques des membres et accroître la visibilité des initiatives des partenaires, renforçant ainsi les alliances autour d'un agenda inclusif et fondé sur les droits.



Newsletters et gestion de la base de contacts (Mailchimp)

Sept newsletters ont été diffusées en 2025 afin de renforcer les appels clés, de partager les jalons et les opportunités de participation, et d'élargir la portée au-delà des réseaux sociaux. Pour maintenir la délivrabilité tout en gérant les contraintes liées à la limite d'audience gratuite, la base de contacts a été nettoyée et mise à jour : les adresses inactives ou invalides (notamment les contacts sans engagement récent) ont été supprimées, tandis que de nouveaux membres et collaborateurs ont été intégrés.



Principales campagnes de communication

- 8 mars (Journée internationale des droits des femmes) : mise en lumière des engagements des gouvernements locaux et régionaux en faveur de l'égalité de genre et des droits des femmes.
- 21 mars (Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale) : promotion de l'action locale pour l'égalité à travers des cadres et des outils fondés sur les droits humains.
- Septembre–novembre : diffusion des ressources d'apprentissage sur les Territoires protecteurs (fiches thématiques et MOOC) pour renforcer leur utilisation par les gouvernements locaux et régionaux.
- 10 décembre (Journée des droits humains) : mobilisation autour de la Journée des droits humains et lancement de la quatrième vague de la campagne mondiale.

Le travail de la CGLU-CISDPDH est rendu possible grâce aux généreuses contributions financières de :

